

En 2011, six personnes sont mortes dans l'incendie de leur squat à Pantin. Des Tunisiens et des Egyptiens, échappés des « printemps arabes », qui s'étaient confié cette adresse comme une promesse de nuits sereines. Tout est parti de la chambre d'Alaa...

EMELINE CAZI  
ET ELISE VINCENT

Le passage Roche est l'une de ces voies anonymes qui bordent des entrepôts industriels. Une ruelle étroite, dans laquelle ne s'engagent souvent que les camions de livraison. Dans ce coin à peine tracé sur les plans survivait un petit bâtiment en longueur au crépi défraîchi. Un lieu qu'avaient investi, jusqu'à la nuit du 27 au 28 septembre 2011, une vingtaine de Tunisiens et d'Egyptiens sans argent, sans papiers et sans toit, évadés des « printemps arabes ».

Mgader, Slimane et les autres s'étaient confié cette adresse comme la promesse de nuits sereines. Dans cet ancien atelier de textile situé près du périphérique parisien, sur la commune populaire de Pantin (Seine-Saint-Denis), auquel on accédait par un vieil escalier, les pièces étaient spacieuses. Et l'on avait, comme dans tous les squats de migrants, distribué les « chambres » en fonction de l'origine géographique. Loin des siens, la proximité des copains du bled apporte un peu de réconfort.

Les Tunisiens du port de Sfax s'étaient donc regroupés entre eux, dans la chambre qui donnait sur le passage Roche. Ceux de Ben Guerdane, une ville du sud tunisien frontalière avec la Libye, avaient pris la pièce orientée au nord, celle aux fenêtres grillagées. Les Egyptiens, eux, s'étaient isolés dans une partie condamnée du bâtiment, à laquelle on accédait par un trou percé dans la cloison.

Après les folles semaines de révolution, la traversée de la Méditerranée – entassés sur des bateaux de pêche pour 2 000 dinars (1 000 euros) – puis la remontée en train de l'Italie, émaillée de contrôles policiers, rares étaient ceux à ne pas croire qu'ils étaient désormais protégés du pire. Eux qui avaient réussi à rejoindre Paris et ses lumières avec pour tout bagage un jean, un blouson et leur gueule volontaire avaient forcément la chance de leur côté. Le passage Roche fut en fait leur piège mortel.

Au petit matin du 28 septembre, les pompiers ont retrouvé Mgader, 22 ans, Slimane, 46 ans, et les deux Mourad, 28 et 35 ans, brûlés vifs au fond d'une des chambres du squat. Les barreaux aux fenêtres ont rendu leur fuite impossible. A l'autre bout, Hosni, 28 ans, et Mohamed, 41 ans, les deux Egyptiens, sont morts asphyxiés après avoir tenté de retrouver le trou par lequel ils s'étaient faufilés la veille.

L'origine de l'incendie a alimenté toutes les rumeurs. Une bougie mal éteinte ? L'acte malveillant d'un « colocataire » de galère ? Le juge n'a jusqu'à aujourd'hui qu'une certitude : le feu est parti de la pièce où dormait un Egyptien de 36 ans. Un grand costaud avec d'épais sourcils et un visage tout droit sorti d'un film de Youssef Chahine. Alors que tous les autres s'entassaient jusqu'à douze par pièce, lui s'était préservé un coin d'intimité. Une pièce qui avait été baptisée « la chambre d'Alaa ».

A l'intérieur, ce natif d'une bourgade du delta du Nil entassait un véritable bric-à-brac. Entre la vaisselle et les sacs de vêtements, il y gardait surtout jalousement une collection de livres d'occasion. Des romans en français, en arabe, des « vu à la TV » récupérés auprès de l'ancien loca-



ALEKSI CAVAILLEZ

# La chambre d'Alaa

Sans cette surenchère immobilière, les squatteurs n'auraient sans doute jamais pu s'introduire dans ce qui était, au départ, l'appartement d'un modeste Ivoirien : Gabriel Madou. Ce livreur de journaux avait vu en 1997 dans cet atelier un logement à la portée de son petit salaire mais s'était plaint de la mauvaise isolation et du montant des factures de chauffage auprès de son propriétaire. Celui-ci, sachant l'immeuble promis à la démolition, lui avait refusé les travaux.

Par souci d'économie, Gabriel Madou avait fini par dormir chez une amie les jours de grand froid. C'est lors de l'une de ses absences, au printemps 2011, qu'Alaa et ses compagnons ont forcé sa porte. Gabriel Madou a déposé plainte. Mais la procédure a traîné. A chacune de ses visites, les squatteurs lui demandaient une semaine de répit. Jamais il n'a eu la force de les chasser. Comment aurait-il pu, lui, l'Ivoirien, arrivé en France en 1976 à une époque où il « était, remarque-t-il, encore facile de trouver du travail » ?

Cette funeste nuit de septembre 2011 n'a en rien stoppé la frénésie immobilière de Pantin. Face à l'ancienne chambre d'Alaa, un immeuble Kaufman & Broad, avec des « terrasses plein ciel » attend aujourd'hui ses nouveaux propriétaires, de jeunes cadres parisiens. L'arrivée de ces cols-blancs dans une ville qui compte 34 % de logements sociaux réjouit la municipalité et l'épicier bio du bout de la rue.

Les rescapés, eux, ont repris les chemins cahoteux de l'immigration. Après le drame, la mairie socialiste de Pantin avait mis un local à leur disposition. La préfecture avait délivré des titres provisoires de séjour à six d'entre eux. Mais depuis, tous ont expiré. Othmane, 28 ans, raconte comment, avec deux autres rescapés, il a pendant quelques mois réussi à se loger grâce au 115, le numéro de l'hébergement d'urgence. Mais le 31 août, il leur a été demandé de céder leur place.

D'une voix lasse, le jeune Tunisien raconte que trois ex-squatteurs seraient retournés en Italie. Un autre travaillerait au noir chez un boulanger de Strasbourg. Lui, ancien géomètre-topographe, envisage de tenter sa chance ailleurs qu'à Paris.

En avril, il a rencontré Alaa à la préfecture. Mis en examen pour homicide et blessures involontaires, l'Egyptien sortait de prison après six mois de détention provisoire. « Il était plutôt content », se rappelle Othmane. En attendant la clôture de l'enquête, il venait d'obtenir des papiers. ■

taire. Plus d'un millier en tout. « On les avait comptés ! », s'est souvenu un rescapé. Des ouvrages empilés dans des cartons qu'il espérait revendre pour gagner un peu d'argent.

Le soir, pour voir clair, faute d'électricité, Alaa allumait toujours deux ou trois bougies qu'il scellait d'un peu de cire sur une commode. Les autres l'imitaient, calaient les chandelles entre deux matelas et les soufflaient avant de s'endormir. Alaa, lui, ne les éteignait jamais. L'Egyptien « avait peur du noir », témoigne l'un des squatteurs, et il les laissait brûler jusqu'au matin. Dans la nuit du 27 au 28 septembre, personne ne s'est donc étonné de voir une lueur filtrer sous sa porte.

Ce soir-là, ils étaient une vingtaine à dormir au squat. Comme chaque jour, chacun était rentré las de sa journée, sa sueur sur le dos. Leur refuge n'offrait ni douche ni toilettes. Alaa et les autres parlaient à l'aube après avoir avalé un café distribué par l'association d'aide aux sans-abri installée au bout de passage. Ils réentaient le soir après avoir erré dans Paris, en quête d'un appartement à repeindre, d'un coup de main à donner sur les marchés. Ou de n'importe quelle tâche payée au noir.

La règle tacite de ce quotidien de débrouille était connue : chacun pour soi et Dieu pour tous. On se cotisait seulement pour acheter des bougies par boîtes de dix chez l'épicier bangladais de la rue Hoche. Le matin du drame, chacun a sauvé sa peau comme il a pu. La plupart se sont jetés par la fenêtre. Personne n'a vraiment pensé à prévenir les secours : le réflexe, c'est plutôt d'éviter la police à tout prix. Et les téléphones n'ont jamais de cré-

dit. Quand les pompiers sont enfin arrivés, il était 6 h 15. Bien trop tard.

Alaa, lui, a fui jusqu'à Bruxelles. Les policiers retrouveront sa trace début novembre. Avec sa belle gueule, il tentait depuis plusieurs semaines de séduire avec un peu trop d'insistance une étudiante rencontrée dans une manifestation des « indignés ». Après treize ans de clandestinité, il avait compris qu'en l'état du droit, seul un mariage avec une Européenne lui permettrait d'être régularisé.

**« Les seuls papiers que ces enfants ont obtenus de la France, c'est un certificat de décès »**  
Samia Maktouf  
avocate

A Paris, la débrouille a suivi ses ex-copains de chambrée jusque dans la mort. Rien n'est simple quand on meurt clandestin. Qui pour identifier le corps ? Qui pour signer les papiers du rapatriement ? A leurs parents, l'ambassadeur de France en Tunisie de l'époque, Boris Boillon, n'a accepté de délivrer un visa qu'après d'âpres négociations. Leur venue représentait selon lui « un risque migratoire ». « Les seuls papiers que ces enfants ont obtenus de la France, c'est un certificat de décès », résume M<sup>e</sup> Samia Maktouf, qui les a défendus.

Pour Mgader et Slimane, c'est en retrouvant leurs frères, tous deux sans-papiers à

Paris, que les policiers ont pu retracer leur périple. Mgader avait grandi à Tataouine, aux portes du Sahara tunisien. Slimane était au chômage, mais en situation régulière. Il était arrivé, comme les autres, par l'île italienne de Lampedusa, mais en 1997, il y a près de quinze ans.

Le bouche-à-oreille de la communauté tunisienne a permis d'apprendre que les deux Mourad étaient originaires de villes moyennes du centre de la Tunisie. Le plus âgé travaillait pour l'équipementier automobile Valeo. Le plus jeune était à la recherche d'un emploi. Dans ses affaires, on a retrouvé une lettre de motivation, imprimée à la Bibliothèque nationale de France : « Je vous propose ma candidature pour un poste d'équipier polyvalent au sein de votre chaîne de restauration rapide », écrivait-il le 14 mai 2011. Des deux Egyptiens, Mohamed et Hosni, on sait seulement qu'ils étaient originaires de la région du delta du Nil, l'une des plus pauvres du pays.

L'incendie de la chambre d'Alaa n'est pas seulement un drame de l'immigration. C'est aussi une tragédie du logement sur fond de reconversion brutale des centres-villes de l'ex-ceinture rouge de la capitale. Des voisins improbables ont en effet assisté au drame : les ateliers Hermès. Quatre mètres à peine, la largeur du passage Roche, séparent le squat des façades de verre de la marque de luxe. Sans le savoir, Alaa et les autres avaient pris leurs quartiers dans le « triangle d'or » de Pantin. Une zone coincée entre le périphérique et les quais bucoliques du canal de l'Ourcq qui attire les entreprises rebutées par les prix de la capitale.